

SYMPOSIUM AMILCAR CABRAL

17-20 Janvier 1983

PRAIA

" L'IDEOLOGIE DE L'UNITÉ AFRICAINE "

COMMUNICATION

de Mohamed T. DIAWARA

Président du Club de Dakar

---

A la différence de nombre de participants éminents à ce symposium, je ne saurais prétendre être un spécialiste de la pensée d'Amilcar CABRAL, puisque je n'ai pas été, comme certains d'entre vous, un de ses compagnons de lutte et qu'au surplus je ne me réclame pas de la même philosophie économique et politique.

Ce que je voudrais en réalité vous dire, ce sont les enseignements que je crois pouvoir tirer, pour ma part, non seulement de sa pensée telle qu'il nous l'a transmise par ses écrits mais aussi de l'exemple que constitue son action et du puissant rayonnement de sa personnalité sur ce sujet difficile et qui ne tient particulièrement à coeur de la nécessaire unité culturelle, économique et politique de notre continent.

Comment m'apparaît à cet égard Amilcar CABRAL, à moi qui ne suis pas marxiste et qui n'ai pas participé à son combat ?

Il m'apparaît essentiellement comme un leader historique c'est-à-dire comme un de ces hommes exceptionnels qui, à un moment clé d'une évolution socio-politique, dégagent une vision claire des buts à atteindre et mettent en oeuvre une capacité hors du commun d'analyser de façon réaliste la situation à laquelle il sont confrontés de façon à être en mesure d'y ouvrir les voies de l'action victorieuse.

De ce point de vue, le marxisme n'a jamais été pour AMILCAR CABRAL, comme il l'est trop souvent, un ensemble de dogmes qu'il faut révéler ou de recettes qu'il suffirait d'appliquer mais une méthode, à la fois analytique et synthétique, pour comprendre les situations concrètes et leurs mécanismes profonds. Tout autant en effet que le dogmatisme borné est inefficace et dangereuse une approche superficielle des réalités historiques. Pour transformer ces réalités dans le sens désiré il faut s'efforcer d'en saisir les composantes essentielles et leur interaction. Dans cette perspective on ne saurait, dans le contexte actuel de l'Afrique, sous-estimer le rôle et le devoir des intellectuels africains pas plus qu'on ne peut séparer ce rôle de la réalité sociale des peuples de notre continent. C'est cette leçon de réalisme et de pragmatisme sous-tendu par une méthode rigoureuse qu'il ne paraît important de retenir d'une façon générale et notamment en ce qui concerne l'unité de l'Afrique.

Comment CABRAL voyait-il le problème ?

Incontestablement à la lumière de son analyse de la conjoncture globale de l'Afrique qui prévalait alors et dont il indique fort justement les grandes composantes, à savoir :

- l'accès à l'indépendance politique, sans rupture violente avec les puissances colonisatrices, d'un certain nombre de pays africains;
- l'engagement dans la lutte armée et révolutionnaire d'un certain nombre d'autres pays africains,
- les efforts des puissances coloniales :
  - pour certaines d'entre elles, pour empêcher l'accession à l'indépendance de leurs possessions;

- pour d'autres, pour déstabiliser les gouvernements des jeunes Etats indépendants qui menaçaient leurs intérêts;
- pour toutes, pour maintenir la balkanisation de fait du Continent résultant de la colonisation et garantir ainsi durablement leur domination économique.

Or que nous dit CABRAL ?

- Que l'Afrique doit s'unir; que l'unité africaine est et doit toujours devenir davantage une dimension essentielle de la politique des Etats africains; que cette unité est une exigence de la lutte politique, lutte qui est, dans le même temps, l'un des deux principaux moteurs de cette unité, l'autre étant, à travers le combat pour la construction des indépendances nationales, la réappropriation et la promotion de la personnalité culturelle africaine.

A aucun moment il n'envisage, au nom de l'unité africaine, de nier la réalité, pourtant alors embryonnaire, des nouveaux Etats ni même la diversité de leurs systèmes politiques et économiques, diversité qui s'explique au moins en partie par celle de leurs situations. Cette étape des Etats-nations en train de s'affirmer lui paraît à juste titre comme historiquement nécessaire; l'indépendance politique passe, selon lui, à travers le combat indissoluble des peuples africains et de leurs élites, par l'émergence de ces Etats dans le cadre géo-politique hérité de la colonisation. Même les partis, instruments privilégiés de la lutte pour l'indépendance et la construction nationale s'ils doivent préserver l'optique internationaliste de leur action, doivent aussi s'insérer dans les réalités géo-politiques nationales qui peuvent seules fournir un cadre approprié à la construction des indépendances.

Comment se présente aujourd'hui le problème de l'unité africaine, c'est-à-dire, en s'inspirant des enseignements de CABRAL, quelles sont les grandes composantes de la situation actuelle de l'Afrique ?

Ces grandes composantes sont se semble-t-il les suivantes :

- Tout d'abord, pour la très grande majorité de nos pays, l'indépendance politique est maintenant un fait acquis,
- en second lieu l'indépendance n'étant réalisée dans le cadre géo-politique hérité de la colonisation, l'existence des Etats et la diversité de leurs options politiques et économiques sont également des réalités qu'il faut nécessairement prendre en compte.

De ce processus historique de l'accession aux indépendances résulte le maintien de la balkanisation du continent et, par voie de conséquence, la persistance de sa faiblesse et de sa dépendance économique et sa marginalisation par rapport aux grands pôles économiques mondiaux.

Impératif de la lutte de libération et de la réappropriation par l'Afrique de sa personnalité, l'unité africaine est aujourd'hui une exigence de son développement économique et culturel et de l'accroissement de son rôle politique au niveau international.

Pour que l'indépendance politique s'accompagne d'une capacité de développement autonome sur le plan économique et culturel, capacité qui peut seule donner à l'indépendance politique toute sa portée, l'obstacle principal est aujourd'hui la division excessive du continent, la juxtaposition d'Etats économiquement faibles et politiquement mal assurés. Il faut

donc aller vers l'unité africaine mais il faut le faire, comme nous l'a enseigné CABRAL, non pas en ignorant les faits qui, comme le disait LENINE, sont têtus, mais <sup>ou</sup> concevant des façons réalistes et novatrices de construire cette unité et en recherchant dans la réalité de l'Afrique telle qu'elle est, les forces sociales qui peuvent jouer un rôle moteur pour sa réalisation.

Comment construire aujourd'hui l'unité africaine ?

Ce n'est certainement pas <sup>par</sup> la voie institutionnelle qu'il faut commencer. Même si les consciences nationales ne sont pas encore très établies, les Etats qui existaient et les groupes sociaux qui s'identifient à eux, à savoir la classe politique et administrative, ont pour objectif de persévérer dans l'être et de défendre leurs intérêts. De ce point de vue, sans nier leur utilité, les organisations régionales ne sont en fin de compte, que des organisations politiques et administratives supplémentaires aux Etats et à l'intérieur desquelles leurs intérêts divergents se juxtaposent ou se composent sans qu'émerge une véritable synthèse qui transcende ces intérêts. Les partis africains, même quand cela n'est pas écrit dans les constitutions, et même s'ils conservent un idéal unitaire, sont de fait des éléments du pouvoir des Etats.

Les deux domaines dans et pour lesquels l'unité africaine ne paraît aujourd'hui susceptible d'avancer sont le domaine économique et le domaine culturel.

Dans le domaine économique, même pour ceux des Etats africains qui ont réussi une certaine percée, soit du fait d'une politique cohérente soit grâce à leurs ressources naturelles et à une conjoncture favorable, il n'y

a pas d'avenir économique sans dépassement du cadre actuel des Etats.

Si vingt ans d'une évolution globalement décevante ne nous ont pas persuadé, alors je ne donne pas cher de l'avenir économique de l'Afrique à l'aube du 3ème millénaire. C'est la raison pour laquelle au Club de Dakar nous avons entrepris une réflexion prospective portant sur 26 pays africains, visant à identifier leurs difficultés et leurs potentialités et à dessiner les lignes de forces de leur développement commun. A partir de ce travail nous devrions pouvoir également définir les nouveaux types de coopération à mettre en oeuvre sur des bases contractuelles, souples et variées pour la réalisation des programmes d'action pluri nationaux dans des domaines tels que l'énergie, les transports et communications, la mise en valeur des ressources naturelles, la recherche scientifique et technique appliquée à nos problèmes, la production et la circulation des vivriers etc..

Quels que soient les domaines concernés, la façon de progresser dans la voie de l'unité économique doit tenir compte de la réalité et de la diversité des options des Etats, et ne pas chercher à leur superposer de nouvelles organisations inter ou supra étatiques souvent peu efficaces et coûteuses mais rechercher leur accord politique sur des règles et des actions communes.

Il en est de même sur le plan culturel où, au-dessus des intérêts et des susceptibilités des Etats et des Gouvernements, il nous faut chercher à faire naître un espace de liberté reconnu, accepté et garanti et un minimum de moyens qui permette aux intellectuels africains de jouer le rôle essentiel qui leur incombe car ce sont eux qui ont en charge la reconquête de notre passé et l'invention de notre avenir et qui en ont la capacité.

Pour dégager ces accords pragmatiques et opérationnels les négociations entre Etats sont évidemment nécessaires. Peut-être aussi faut-il essayer de concevoir et de promouvoir un cadre nouveau à ces concertations. Ce cadre ne peut être que délibérément confédéral et non contraignant pour les Etats et il doit être tel qu'y soient représentés non seulement les Etats mais aussi les autres forces vives de l'Afrique.

Toujours dans le droit fil de ce que je crois être l'enseignement principal d'Amílcar CABRAL, il convient en effet de nous demander quelles forces sociales peuvent être les acteurs du progrès indispensable vers l'unité.

Ce ne sont pas sauf exceptions qui confirmeront la règle, comme cela a été le cas des transfuges de l'aristocratie pour la révolution française, de la bourgeoisie pour le mouvement ouvrier, des élites intellectuelles et économiques pour nos pays, ce ne sont pas dis-je, quand-je décevoir ou même heurter certains d'entre nous, les classes politico-administratives actuelles des Etats qui peuvent jouer un tel rôle.

Ce n'est pas non plus le monde paysan dont les difficultés réelles qu'elles proviennent de l'économie mondiale ou des politiques nationales, sont toujours médiatisées par la classe politico-administrative, ce qui en rend la saisie conceptuelle et pratique difficile à nos yeux. Ce n'est pas non plus la bourgeoisie économique et commerciale qui, sauf peut-être pour le Nigéria, est trop peu nombreuse et trop peu active.

Quelles sont donc les forces sur lesquelles nous pouvons fonder des espoirs ?

Elles sont au nombre de deux :

- **les intellectuels** qui quelles que soient leurs orientations souffrent



par état et par fonction de la parcellisation de l'Afrique et des restrictions aux libertés qui en résulte - et les jeunes qui ne trouveront pas leur place dans les appareils d'État et qui devront donc lutter pour leur propre avenir.

Il est de notre responsabilité que cette force des jeunes débouche sur une explosion incontrôlée ou au contraire contribue à la construction de l'Afrique de demain. Il appartient à notre génération d'ouvrir ces voies de l'avenir et de l'unité, de l'avenir par l'unité en y associant les forces vives nouvelles ou traditionnelles. Pour cela nous devons leur proposer un grand projet qui est notre développement commun sur le plan économique et sur le plan culturel et inventer, au-delà et à côté des États, étapes nécessaires de notre libération, les conditions de ce rassemblement, souple et ouvert, des énergies et des générosités.

Les africains qui ont, au cours de l'histoire, fait preuve de tant de vitalité, de tant de capacité de survivre, les africains qui ont montré tant de créativité et d'originalité dans l'invention de formes nouvelles en matière de musique, de sculpture, de peinture, de plastique et d'art, les africains sont aujourd'hui confrontés à un nouveau défi: inventer des formes nouvelles d'organisation économique, politique, culturelle en vue de bâtir leur unité.

C'est à cette tâche urgente que le Club de Dakar nous invite à susciter par la réflexion commune le mouvement pour le rassemblement des énergies et des volontés.

Ce faisant, nous avons l'intime conviction de nous inscrire dans la ligne de la pensée et de l'action d'Amílcar Cabral.

M. T. DIAWARA